

# Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

## ÉDITORIAL

Film, deuxième ! Après *Life and debt* sur la Jamaïque, ses plages, son reggae et sa dette (toujours à l'affiche), le CADTM France est heureux de vous annoncer la sortie du deuxième film que nous allons soutenir activement : **le Cauchemar de Darwin**. Il s'agit cette fois-ci de la Tanzanie, de sa perche du Nil, du ballet des avions-cargos et de sa misère. Un dossier Tanzanie est présent dans ce bulletin pour apporter un éclairage sur ce film passionnant que nous vous encourageons très sincèrement à voir. Mieux, venez en débattre avec nous et avec le réalisateur aux séances qui sont déjà programmées :

**2 mars, Créteil (94)** : intervention de Damien Millet, *Cinéma du Palais*, 20h30.

**3 mars, Paris (6e)** : intervention de Roseline Péluçon et Claude Quémard, au cinéma *Racine Odéon*, à 20h.

**4 mars, Nîmes (30)** : intervention de Claude Quémard, au cinéma *le Sémaphore*.

**7 mars, Paris (14e)** : intervention de Damien Millet, au cinéma *les 7 Parnassiens*, à 20h.

**8 mars, Aix (13)** : intervention du groupe d'Aix, au cinéma *le Mazarin*.

**10 mars, Bordeaux (33)** : intervention d'Eric Berr au cinéma *Utopia*, à 20h.

**14 avril, Blanquefort (33)** : intervention d'Eric Berr, à 20h30.

D'autres suivront sans doute au fil des semaines.

▼ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

## CITATIONS...

"Le commerce international n'est pas la solution miracle pour le développement."

"L'allègement de la dette ne suffit pas, il faut l'annuler."

"Les pays riches ont pris l'habitude de faire de gentils communiqués sans passer aux actes."

En 1999, "le FMI s'est trompé sur tout. Sa politique d'ajustement structurel au Brésil est son cinquième fiasco après la Thaïlande, l'Indonésie, la Corée et la Russie."

JEFFREY SACHS,

CONSEILLER SPÉCIAL DES NATIONS UNIES SUR LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

## AGENDA

**3 mars, Auxerre (89)** : intervention de François Mauger après *Life and Debt*.

**6 mars, Gien (45)** : intervention de Damien Millet, à l'invitation du CCFD.

**10 mars, Nîmes (30)** : réunion mensuelle du groupe de Nîmes, avec débat autour du Ghana.

**12 mars, Paris** : CA du CADTM France.

**12 mars, Bordeaux (33)** : intervention d'Eric Berr sur "l'Afrique et la mondialisation", à 19h.

**15 mars, Auxerre (89)** : intervention de Damien Millet, au Studio du Théâtre, à 19h.

**18 mars, Compiègne (60)** : intervention de Damien Millet à l'UTC, à 19h.

**18-26 mars** : caravane des alternatives au Niger, avec Claude Quémard.

**19 mars** : grande manifestation à Bruxelles.

**20 mars, Paris (5e)** : intervention de François Mauger après *Life and Debt*, au cinéma *Images d'ailleurs*, à 20h.

**28 mars, Poitiers (86)** : intervention de Damien Millet après *Life and Debt*, à 21h.

**30 mars, Bordeaux (33)** : intervention d'Eric Berr après *Life and debt*, à l'université Bordeaux 3, amphi C200.

**1er avril, Marseille (13)** : intervention de François Mauger et Damien Millet après *Life and Debt*, au cinéma *Les Variétés*, à 20h30.

**2 avril, Marseille (13)** : réunion de constitution du CADTM Marseille, à *Mille babords* à 10h.

**2 avril, Forcalquier (04)** : intervention de François Mauger après *Life and Debt* à 18h30.

**6 avril, Pau (64)** : intervention d'Eric Berr après le film *Mémoire d'un saccage*, à 20h30.

**6 avril, Paris (17e)** : intervention d'Eric Toussaint après le film *Jamaïque : mourir à crédit*, au *Cinéma des Cinéastes*, à 20h30.

**7 avril, Aubagne (13)** : intervention du groupe d'Aix.

**9 avril, Paris (11e)** : formation sur dette et droit international organisée par le CADTM Ile-de-France, au CICP, 21 ter rue Voltaire, à 14h.

**26 avril, Paris (11e)** : intervention d'Eric Toussaint sur le tsunami et la dette, à *la Passerelle*, 3 rue St Hubert, Mo St Maur, à 19h.

**30 avril, Châteaudun (28)** : débat sur Haïti avec Claude Quémard, à l'initiative de l'association Mosaïc.

**30 avril, Troyes (10)** : intervention de Damien Millet à l'Ecole supérieure de commerce lors d'une "Rencontre avec l'Afrique".

## LA TANZANIE À L'AFFICHE

Grand comme deux fois la France, la Tanzanie est un pays d'Afrique orientale, situé en bordure de l'Océan indien ; elle a des frontières communes avec le Malawi et le Mozambique au sud, la Zambie, la République démocratique du Congo, le Burundi et le Rwanda à l'ouest, l'Ouganda et le Kenya au nord. Trois lacs constituent des frontières naturelles : le lac Victoria la sépare de l'Ouganda, le lac Tanganyika de la République démocratique du Congo et le lac Malawi au sud. Son point culminant est le célèbre Kilimandjaro.

Ce pays résulte de l'union du Tanganyika et de Zanzibar. Le Tanganyika (colonie allemande, puis britannique à partir de 1920) accède à l'indépendance en 1961 et la république est proclamée en 1962. A son tour, Zanzibar (colonie britannique dès 1890) acquiert son indépendance en 1963. Un an après, les deux pays proclament leur union, en préservant une autonomie respective. Cette décision a été prise sans réelle concertation avec les populations, ce qui explique que régulièrement des revendications d'autonomie se font entendre à Zanzibar.

La capitale politique est Dodoma, au centre du pays, mais le centre économique est le port de Dar es-Salaam sur l'Océan indien.

A la formation de la Tanzanie, Julius Nyerere, leader panafricaniste et tiers-mondiste, acteur principal de la lutte pour l'indépendance du pays, en devient le premier président. Il le restera jusqu'en novembre 1985. En février 1967, il prononce le célèbre discours d'Arusha, où il jette les bases d'une politique économique autonome, qu'il articule autour de trois principes : *"un gouvernement honnête, l'égalité entre les riches et les pauvres, l'indépendance économique"*. La Déclaration d'Arusha exposait la signification du socialisme et de *"l'autosuffisance"* pour la Tanzanie ; elle restera le fil conducteur de tous les choix, tant politiques qu'économiques ou de société, qui seront faits sous la présidence de Nyerere.

Il prône l'authenticité tanzanienne. Il rend l'école obligatoire et trace les grandes lignes d'une profonde réforme de l'enseignement *"Education for self-reliance"*, l'éducation pour compter sur ses propres forces. A la fin de chaque cycle d'enseignement, primaire, secondaire et supérieur, les élèves doivent être capables d'exercer une profession. Le principe est qu'il vaut mieux permettre aux élèves d'acquérir les compétences techniques nécessaires à un travail qui servira au développement de leur village ou de la nation. Les écoles sont elles-mêmes des lieux de production agricole ou de biens matériels tels que des meubles, des parpaings etc, dans le but final de rendre chaque école autonome, et de servir aux besoins du village où elle est installée. Une campagne d'alphabétisation et d'éducation des adultes permet d'étendre largement les connaissances dans les villages.

Il étend à tout le pays l'utilisation du swahili, langue largement utilisée pour les échanges dans toute la région de l'Afrique de l'Est. Les enfants apprennent tous le swahili à l'école primaire.

Le système de santé est modifié, et à partir de 1972, de nouveaux centres ruraux de santé sont créés, ceci

s'accompagnant de l'accroissement de personnels de santé. L'accent est mis sur la médecine préventive, avec des campagnes d'éducation à la santé, de vaccinations. Entre 1961 et 1977 (10 ans après la déclaration d'Arusha), l'espérance de vie était passée de 35-40 ans à 47 ans. Un grand travail a également été effectué pour étendre la distribution d'eau propre notamment dans les zones rurales.

Sur le plan économique, il donne un rôle fort et central à l'Etat : le 6 février 1967, toutes les banques d'affaires privées sont nationalisées, ainsi que, dans les mois qui suivent, de nombreuses sociétés privées. Des coopératives d'Etat sont créées, pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire. L'agriculture est choisie comme domaine décisif de l'activité économique. La *"villagisation"* du pays est entreprise après la déclaration d'Arusha et ne se fera pas sans difficultés : les maisons isolées ou groupées en hameaux seront détruites et les villageois contraints de se regrouper en villages, le tout se faisant dans une sorte de précipitation et sans réelle concertation avec les populations. La propriété agricole est exploitée selon un système communautaire, basé sur des collectivités rurales nommées *"ujamaa"*, d'un terme swahili : *"communautés économiques et sociales rurales dans lesquelles les gens vivent ensemble et travaillent ensemble pour le bien de tous"* selon Nyerere, et qui deviendront le symbole du socialisme tanzanien.

Du point de vue industriel, la valeur de la production triple entre 1967 et 1977, en restant cependant relativement faible ; elle est destinée à répondre aux besoins du peuple (outils agricoles, pneus, engrais, bicyclettes, chaussures), et à augmenter les exportations par la transformation des matières premières en produits manufacturés. Dans toutes les entreprises, le capital étranger reste un partenaire minoritaire sous contrôle public.

Nyerere soutient de nombreux mouvements africains de libération, notamment les indépendantistes mozambicains en lutte contre l'autorité portugaise. En 1979, suite à un désaccord de frontière, les troupes tanzaniennes attaquent l'Ouganda où règne Idi Amin Dada, dictateur sanguinaire et grotesque, provoquant sa chute. Il participe activement aux négociations menant à la fin du régime d'apartheid en Rhodésie du Nord et à la création du Zimbabwe en 1980.

Le début des années 1980 est très difficile au niveau international, avec le déclenchement de la crise de la dette. La Tanzanie est particulièrement touchée car Nyerere s'appuyait beaucoup sur l'aide étrangère, qu'elle soit anglaise, allemande ou chinoise, pour financer sa politique. La dette est passée de 212 millions de dollars en 1970 à 5,3 milliards en 1980. La corruption qui règne dans le pays n'arrange rien. La situation devient vite intenable.

En 1985, Nyerere quitte le pouvoir sur un bilan mitigé, et ses successeurs, Ali Hassan Mwinyi (1985-1995) puis Benjamin Mkapa, lancent le pays sur la voie de la libéralisation économique. L'économie est ouverte aux capitaux étrangers, ruinant de nombreuses petites entreprises tanzaniennes. Les conséquences sociales sont terribles. Aujourd'hui, pour ce pays de 36 millions d'individus, le revenu annuel moyen par habitant est de 290 dollars. A cause des ravages du

sida, l'espérance de vie à la naissance est redescendue à 43 ans. Plus d'un Tanzanien sur trois vit au-dessous du seuil de pauvreté, selon les statistiques officielles. Depuis 1998, un système de TVA unique à 20% frappe durement les plus démunis, alors que le gouvernement a supprimé le soutien aux prix agricoles pour les petits producteurs et les subventions sur les produits de première nécessité pour la population. Les grands domaines agricoles appartenant à l'Etat ont été privatisés et les petits paysans n'ont plus reçu d'intrants agricoles tels que les semences et les engrais, désorganisant toute la production dont dépend pourtant le pays, dont près de 90% de la population active s'adonne à l'agriculture. Les principales exportations, qui permettent de se procurer les devises nécessaires au remboursement de la dette, sont le café et le coton. Les exportations de bois ont décliné, de même que les ventes de sisal, jadis l'une des richesses du pays, et de clous de girofle de Zanzibar. L'exportation de la perche du Nil, poisson prédateur du lac Victoria, est venue s'ajouter récemment aux exportations traditionnelles. Le film *Le Cauchemar de Darwin*, aborde cet aspect de l'économie tanzanienne, et toutes les conséquences sur place (misère, violence, sida, famine, etc.). Le pays est dépourvu de ressources minières notables et l'industrie y est très peu développée.

Pour toutes ces raisons, la Tanzanie fait partie des pays pauvres très endettés (PPTE), ouvrant droit théoriquement à une réduction de sa dette. Elle a atteint le point de décision en avril 2000, puis le point d'achèvement le 27 novembre 2001 (elle fut le quatrième pays à l'atteindre). Cela fut l'occasion d'un communiqué de presse autosatisfait du FMI et de la Banque mondiale qui parlait de 3 milliards de réduction du service de la dette... mais sur une période de vingt ans ! La valeur nette de la dette devait diminuer de 54 %, selon les prévisionnistes très optimistes du FMI. Patatras ! Loin de décroître, conformément aux proclamations médiatisées, la dette de la Tanzanie est toujours à la hausse, avec de nouveaux prêts contractés auprès de la Banque mondiale notamment. Pendant ce temps, elle applique les politiques néolibérales dictées par les institutions internationales.

Certes, quelques sommes libérées par l'initiative PPTE ont été investies dans l'éducation, avec pour but d'éliminer les droits d'inscription à l'école primaire. La Banque mondiale peut alors proclamer que "*du jour au lendemain, 1,6 million d'enfants sont retournés à l'école*". Le chancelier de l'Echiquier britannique, Gordon Brown, ajoute : "*La Tanzanie a ainsi pu construire 1.000 nouvelles écoles, 31.000 classes, et recruté 18.000 enseignants, dans le cadre de son objectif d'une éducation primaire gratuite à la fin 2005*". Mais il faudrait bien davantage pour satisfaire tous les

besoins fondamentaux : les autres secteurs sociaux, notamment la santé, ont été particulièrement négligés car les fonds libérés ne permettent pas une lutte d'envergure et sur plusieurs fronts contre la pauvreté.

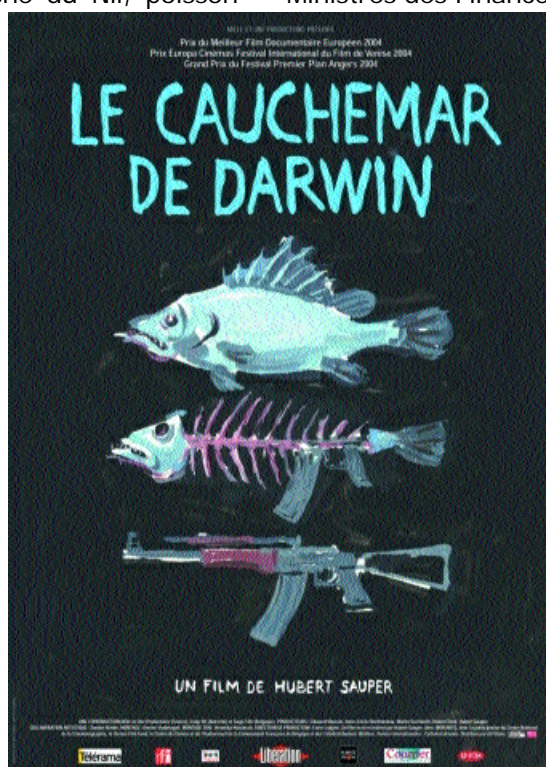
Au pouvoir depuis 1995, Benjamin Mkapa se déclare volontiers social-démocrate. Présent en 2005 au Forum économique mondial de Davos, c'est à lui que l'actrice Sharon Stone offre 10000 dollars pour lutter contre le paludisme : de riches participants présents imiteront l'actrice et promettentront 1 million de dollars en quelques minutes... C'est aussi à Mkapa que Gordon Brown présente son projet de "*Plan Marshall pour l'Afrique*", en janvier 2005, quelques jours après que la Grande-Bretagne ait pris la présidence du G8. L'accord signé ce jour-là stipule que Londres remboursera à la place de la Tanzanie 10 % des sommes qu'elle doit à des créanciers multilatéraux comme la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Mais lors de son dernier sommet des Ministres des Finances, le G8 n'a pas voulu prendre la décision de s'engager dans cette voie.

Bref, tout cela n'est que de la politique-spectacle et rien n'est fait pour briser la spirale d'une dette qui, selon la Banque mondiale, est passée de 6,7 milliards de dollars à la fin 2001 à 7,5 milliards de dollars deux ans plus tard (dont 3,5 envers la Banque mondiale qui est de loin son principal créancier). Signalons que cette dette est d'origine multilatérale pour environ 70%, contre 28% pour la part bilatérale (en premier lieu le Japon) et 2% pour la part privée. Phénomène inquiétant, le ratio dette/exportations utilisé par le FMI et la Banque mondiale pour décider de la soutenabilité d'une dette, est passé de 105 % à la fin 2001 à 140 % à la fin 2003. Entre

1980 et 2002, la Tanzanie a remboursé, au titre de service de la dette, 4,3 milliards de dollars qui ont cruellement manqué aux services sociaux sur place.

En somme, la Tanzanie est totalement sous contrôle des grandes puissances. Elle exporte ses richesses naturelles (comme la perche du Nil) et financières (via le mécanisme de la dette). Pendant ce temps, sa population se débat dans la misère. La Tanzanie représente un condensé des pires conséquences du mécanisme de la dette. A ce titre, la démonstration du *Cauchemar de Darwin* est éclatante.

▼ ROSELINE PÉLUCHON ET DAMIEN MILLET



### Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : mars 2005

Dessin : Stiki - ledessindulundi.site.voila.fr



## L'OMBRE PORTÉE DES CATASTROPHES NATURELLES

Notre réaction lors du tsunami en Asie du Sud-Est a connu un écho certain, relayé par notre dernier bulletin. Mais cet écho a été tel parce que nous mettions le doigt là où ça fait mal. Pour une fois, les exemples précédents ont été rappelés largement et une saine méfiance s'est faite jour devant les effets d'annonce. Sur les 115 millions de dollars promis après le séisme de Bam en Iran, en décembre 2003, seuls 17 millions sont arrivés. Le Liberia n'a perçu que 70 millions sur le milliard promis en janvier 2004.

Et ces effets d'annonce ne concernent le plus souvent que les promesses institutionnelles. La solidarité des populations se manifeste plus directement. La quasi-totalité des promesses de dons privés aux pays victimes du tsunami est déjà arrivée (soit 1,5 milliard de dollars).

De plus, les expériences récentes nous poussent au plus grand scepticisme quant aux buts recherchés par les institutions financières internationales. Un article du *Monde Diplomatique* de février 2005 analyse les effets de l'ouragan Mitch en Amérique centrale (fin octobre 1998) de ce point de vue. Et le bilan est terrifiant. Ces donateurs multilatéraux avaient pour optique d'éviter la mise en cause des politiques d'ajustement structurel et des réformes libérales. Politiques dont les résultats sont une des causes des dégâts.

Là aussi, les promesses faites à Stockholm en mai 1999 (9 milliards de dons, de crédits et d'allègements de dettes), ou même à Washington en décembre 1998 (6,3 milliards de dollars). La Banque mondiale annonce, entre 1999 et 2001, 4,2 milliards pour le Honduras et le Nicaragua. Les dégâts ont été pour l'essentiel réparés mais la pauvreté n'a pas diminué, les inégalités se sont accrues... Selon l'auteur de l'article, Angel Saldomando, *"au Nicaragua, les institutions financières internationales ont refusé, par exemple, toute reconstruction d'un système financier public, qui aurait notamment permis d'agir sur la pauvreté en milieu rural. D'après elle, tout changement aurait provoqué un déséquilibre macroéconomique empêchant les pays de parvenir à réduire leur dette"*. Décidément, lorsque nous mettons la dette au cœur des enjeux des relations Nord-Sud, nous touchons juste. Au Honduras, le gouvernement a compris qu'il fallait profiter de cette catastrophe pour "reconstruire sur des bases nouvelles", mais ajustement structurel oblige, cela s'est traduit par... un plan massif de privatisations.

Il est pourtant clair que l'annulation de la dette extérieure publique aurait dégagé des fonds pour répondre aux besoins des populations les plus fragiles. Le Club de Paris s'est contenté d'un moratoire de 3 ans !

### La vie avant la dette

Un exemple encore plus récent ne fait qu'accroître notre méfiance. Haïti a été gravement touchée en 2004 par le cyclone Jeanne ; la troisième ville du pays, Les Gonaïves, a été totalement détruite et 350 000 personnes sont sinistrées. Des zones agricoles essentielles ont été ravagées. Des promesses d'aide d'urgence ont été annoncées à grand cri à Washington à la mi-juillet 2004.

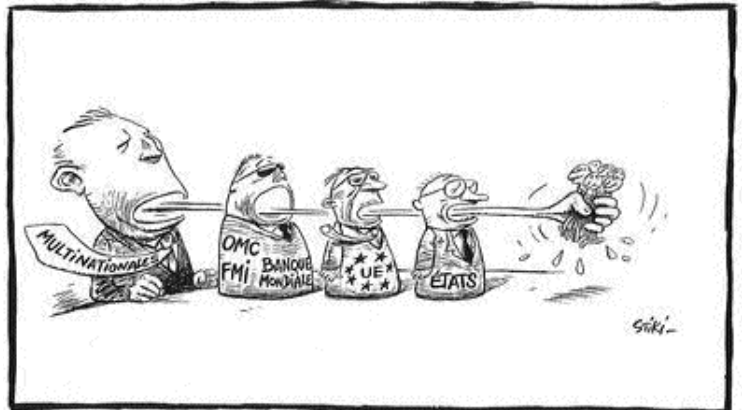
Et pourtant, le 4 janvier dernier, le gouvernement intérimaire a versé à la Banque mondiale des arriérés d'un montant de 52,6 millions de dollars dont 40 millions proviennent des réserves de l'Etat. On imagine ce que ce

gouvernement aurait pu faire de ces fonds pour lutter contre l'analphabétisme, la pauvreté...

Rappelons que la dette haïtienne est pour une moitié liée à la dictature des Duvalier, sans parler des détournements effectués sous Aristide après son retour au pouvoir. Rappelons que Haïti est, ces dernières années, un exportateur net de capitaux vers la Banque mondiale !

Quatre jours après ce paiement reçu d'Haïti, la Banque mondiale annonce un décaissement de 73 millions de dollars sur les promesses faites. Sur cette somme, 61 millions doivent être consacrés à la *"gouvernance économique"*, traduisez le processus de privatisation des principales entreprises publiques. L'accord avec la Bm ne cache d'ailleurs pas son but, il s'intitule *"accord d'ajustement structurel et d'appui à la réforme de la gestion économique"* et il prévoit que des consultants étrangers devront être recrutés pour la passation des marchés.

Une catastrophe servira donc à accélérer le processus d'intégration de la Caraïbe dans l'économie globalisée, au service des transnationales. Notons que le gouvernement actuel, dit "de transition" a été installé par une occupation militaire étrangère et n'a donc pas, aux yeux des mouvements sociaux haïtiens, la légitimité pour prendre de telles décisions qui engagent gravement l'avenir.



Nos amis de la Papda (Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif) exigent *"l'arrêt immédiat des versements effectués au titre du service d'une dette que le peuple n'a jamais contractée"*. Ils demandent également la mise en place d'un audit citoyen sur les 30 dernières années de financement international...

Ces expériences récentes nous incitent à continuer notre campagne pour l'annulation inconditionnelle de la dette extérieure publique des pays touchés par des catastrophes naturelles, pour la simple raison que la vie doit passer avant la dette.

CLAUDE QUÉMAR

## THÉÂTRE

*"Elf, la pompe à fric"* est un one man show époustoufflant : à lui seul, Nicolas Lambert fait vivre la demi-douzaine de personnages qui se sont trouvés au cœur de l'affaire Elf, modifiant les accents et les postures avec une telle rapidité qu'on croirait la scène surpeuplée. Et un procès qu'on craignait de trouver mortellement ennuyeux avec ses montants astronomiques et ses arguties juridiques devient une succession de sketches savoureux, souvent hilarants. Le spectateur en sort avec le sourire et une compréhension très fine des rouages de la spoliation de l'Afrique et de la corruption de notre République. Une expérience à tenter partout, puisque l'acteur est prêt à répondre aux invitations de nos comités locaux. Pour le contacter, il suffit de lui envoyer un mail : [charlie.noe@free.fr](mailto:charlie.noe@free.fr).

FRANÇOIS MAUGER

## NOUVEAU COUP D'ÉTAT FRANÇAFRICAIN AU TOGO

Le 5 février dernier, un seul homme a été autorisé à entrer au Togo alors que les frontières étaient bouclées : Charles Debbasch, ex-doyen de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence et conseiller juridique du dictateur Gnassingbe Eyadema qui venait de mourir. Un tripatouillage constitutionnel s'imposait d'urgence pour permettre à l'un de ses fils, Faure Eyadema, de prendre sa succession avec une apparence (très approximative, certes) de légalité. Le président du Parlement qui aurait dû assurer l'intérim jusqu'à de prochaines élections, a été, lui, empêché de rentrer au pays et bloqué au Bénin voisin...

Jacques Chirac s'est empressé de saluer la perte d'un "ami de la France", et même d'un "ami personnel". Le qualificatif appliqué à Pinochet ou à Ceaucescu aurait sans doute fait réagir, mais quand il s'agit de l'Afrique, cela ne choque pas. Eyadéma n'avait pourtant rien à leur envier. Plus vieux dictateur du pré-carré français, il était au pouvoir depuis 38 ans, après l'assassinat du président légitimement élu à l'indépendance Sylvanus Olympio. Ce dernier avait eu le tort de vouloir ouvrir l'économie du pays à d'autres pays que la France et de remettre en cause la logique du Franc CFA. Comme nous avons de bons journalistes, son assassinat (dont il est arrivé à Eyadema de se vanter) fut annoncé sur une radio française avant même d'avoir été commis... Eyadema était donc le plus vieux dinosaure français et la caricature de ce que ce système néocolonial a pu produire. Si le pays n'a pas de pétrole, il est riche de phosphates à piller, et son régime réduit à un clan militaro-mafieux s'engraisse aussi de tous les trafics, d'armes, de drogue, etc. Des profits qui trouvent naturellement de nombreux bénéficiaires en France...

Après 38 ans de terreur pour le peuple et les opposants (un dixième de la population vit en exil !), on peut comprendre que le Togo soit en ébullition. Des manifestations réclamant la démission de Faure et l'organisation d'élections libres (pour une fois...) ont rassemblé des milliers de Togolais en France et dans d'autres pays, plusieurs dizaines de milliers à Lomé malgré les risques encourus. Le "nouveau" pouvoir a répliqué en tirant sur la foule qui commence à compter ses morts, sous l'œil attentif, selon les témoignages de certains manifestants, des jeeps des militaires français. Malgré la démission de Faure le 25 février, le bras de fer n'est pas terminé.

Côté français, le quai d'Orsay s'aligne mollement sur les condamnations internationales, demandant timidement un retour à l'ordre constitutionnel (une constitution, rappelons-le, qui avait été taillée sur mesure pour assurer la pérennité du dictateur défunt...). Des paroles en l'air au regard des moyens de pression dont dispose la France. Mais de toute évidence, l'Elysée n'a pas l'intention de renoncer à des liens d'"amitié" si juteux, et la stratégie consiste à jouer la montre en attendant que la mobilisation s'essouffle ou soit matée. L'annonce d'élections prochaines ne change rien à l'affaire si elles sont organisées par le clan au pouvoir : les élections truquées sont malheureusement une vieille et vivace tradition françaisafricaine.

Nos dirigeants doivent malgré tout nourrir quelques regrets : voici plusieurs mois qu'ils travaillaient à la reprise de l'aide économique de l'Union Européenne à destination du Togo, en récompense de supposés efforts pour la démocratisation du régime (belle preuve aujourd'hui !). Même la Banque Mondiale (à laquelle le Togo doit 682 millions d'euros, soit plus de 447 milliards de FCFA) avait décidé le mois dernier de reprendre ses activités économiques au Togo après deux mois de suspension. Patatras ! Ces pompes à fric-là ne vont sans doute pas se rouvrir dans l'immédiat... Espérons que le peuple togolais pourra se réapproprier ses richesses et son destin.

▼ RAPHAËL GRANVAUD

## COMPTONS SUR LES DOIGTS...

+ **Séquence émotion...** Combien gagnent les grands patrons ? Beaucoup. Et de plus en plus. Les patrons des grandes firmes de Wall Street ont vu leur salaire bondir en moyenne de 30% en 2004 : par exemple 29,8 millions de dollars pour le PDG de Goldman Sachs (+39%), 22 millions pour celui de Morgan Stanley (+46%), 26,3 millions pour celui de Lehman Brothers (+33%). Rappelons que 2,8 milliards de personnes survivent avec moins de 2 dollars par jour... Le premier qui dit que c'est inévitable gagne un séjour d'un mois dans l'ex-appartement de 600 m<sup>2</sup> de la famille Gaymard, 14000 euros le mois...

+ **Séquence frisson...** Les multinationales pétrolières sont ivres de profits suite à la hausse du cours de l'or noir en 2004. Les chiffres de leurs bénéfices sont vertigineux : 18,5 milliards de dollars pour Shell ; 16 pour BP ; 11 pour Total, meilleur résultat jamais enregistré par une entreprise française. Et un record historique : 25 milliards de dollars pour ExxonMobil. Jamais une entreprise cotée en bourse n'avait réalisé de tels profits. Mais ce n'est pas spécifique au pétrole. Les géants du CAC 40 annoncent des profits époustouffants : 40 milliards d'euros en tout. Bien sûr, tout cela se fait au détriment des salaires (des employés), de l'emploi et de l'investissement. Pour certains, une hausse des salaires serait préjudiciable à la rentabilité... Ben voyons.

+ **Séquence sensation...** Alors elles font quoi de tout cet argent ? Selon la société de Bourse Cheuvreux, entre 2001 et 2004, le chiffre d'affaires des 45 premières entreprises françaises a progressé de 3 % mais leurs investissements industriels ont reculé de 12 %, tandis que les dividendes ont explosé de 30 %. Conclusion : elles le reversent aux actionnaires sous forme de dividendes. En 4 ans, Total a ainsi distribué 12 milliards d'euros de dividendes. Et Total a tellement de cash qu'elle a racheté ses propres actions en Bourse pour un montant de 17 milliards, ce qui fait augmenter leur cours. Bilan: le groupe a distribué 29 milliards, autant que ses profits. Autre exemple, Peugeot rachète massivement ses propres titres : 14% du capital depuis 2000. Selon l'INSEE, en 2003, les entreprises ont utilisé 40% de l'ensemble de leurs ressources pour faire des placements financiers, payer des intérêts aux créanciers ou verser des dividendes aux actionnaires. L'économie se financiarise à outrance.

+ **Séquence rébellion...** On laisse faire cela pendant combien de temps encore ?

▼ DAMIEN MILLET

## PORTO ALEGRE : CRU 2005

Après l'édition 2003 à Porto Alegre (FSM 3), tout le monde sentait qu'il fallait passer à une nouvelle dimension du processus de construction du mouvement altermondialiste. Cela s'est traduit par la généralisation des Forums sociaux continentaux, nationaux, régionaux... pour ancrer ce processus au plus près des mouvements sociaux et de leurs problématiques concrètes. Cela s'est aussi traduit par l'éloignement symbolique de Porto Alegre. La réussite du FSM 2004 à Mumbai a eu des conséquences sur la conception même de ce Forum 2005, de retour au Rio Grande do Sul.

On craignait une baisse de participation, par usure et multiplication des forums. Si la délégation française, par exemple, était plus réduite, en particulier dans ses composantes syndicales, la participation globale (155 000 dont 35 000 au camp de la jeunesse) montre une participation beaucoup plus importante des sud-américains.

La refonte du fonctionnement a connu des résultats plus mitigés. La répartition par villages thématiques visaient à permettre plus d'échanges et moins de débats redondants. Des problèmes informatiques n'ont pas permis les fusions d'initiatives sur des thèmes communs. Par contre, la plage horaire de fin d'après-midi consacrée aux rencontres des campagnes et aux initiatives communes a été largement remplie.

Pour la première fois, par exemple, l'ensemble des campagnes, réseaux, plateformes... intervenant sur la dette ont pu se rencontrer à trois reprises pour travailler ensemble. Au-delà des divergences, la volonté était présente de faire quelque chose ensemble. La tragédie en Asie du Sud-Est a permis une prise de position commune pour tous ces participants. Ce travail va continuer.

La mise en place d'un observatoire international de la dette, proposé par le réseau CADTM comme outil commun, a connu son baptême au forum et sa croissance se présente bien. Nous y reviendrons prochainement.

Ces plages de soirée ont permis que l'assemblée des mouvements sociaux, lieu de décision de campagnes, d'initiatives des forums, qui connaissait un problème de représentativité, soit cette année le lieu de convergence de toutes les campagnes internationales présentes (anti-guerre, marche mondiale des femmes, solidarité Palestine, dette écologique.... C'est plus d'un millier de personnes qui se sont retrouvées le dimanche matin avant la marche finale pour adopter une déclaration, non plus discuter âprement à quelques uns pendant 4 jours mais un texte d'introduction court suivi par l'agenda et les propositions des multiples campagnes.

Notons que le thème de la dette s'est retrouvé spontanément en tête des diverses initiatives de ce forum : assemblée des mouvements sociaux, appel de Porto Alegre adopté par 17 intellectuels militants du monde entier.

C'est donc à un mûrissement certain du processus que nous assistons. Mûrissement qui, s'il fait ressortir les divergences

internes, les rapports de force internes au mouvement, permet que ces divergences ne se traduisent pas en crises. Les différences de niveaux de mobilisation des mouvements sociaux à travers le monde ont forcément des traductions dans le mouvement des mouvements.

L'illustration de cet état de chose a été le deux grands moments parallèles au forum : le lancement de la campagne 2005 plus d'excuses en présence de Lula. Les contradictions internes au Brésil se sont répercutées durant cette semaine et lors de l'intervention du président brésilien, qui nous a fait une intervention de politique interne avant de s'envoler pour Davos.

Deux jours plus tard, au même endroit, le président vénézuélien, de retour d'une visite à un campement du mouvement des sans-terres, faisait un discours comme il en a le secret. La foule qui se pressait à ces deux initiatives (beaucoup de gens restèrent dehors) était parfois la même, parfois très critiques vis-à-vis de la politique actuelle du gouvernement brésilien. La révolution bolivarienne, elle, suscite des espoirs qui entre souvent en écho avec les recherches d'alternative du mouvement.

Le processus se poursuit donc, passant à l'étape de l'élaboration de ces alternatives à la politique néolibérale qui tente de s'imposer partout dans le monde, par la guerre, la misère, la dette....

Il se poursuivra l'an prochain d'une manière décentralisée, c'est-à-dire que plusieurs initiatives auront lieu au moment du sommet de Davos, sous l'étiquette FSM, avant de se retrouver tous ensemble en 2007 en Afrique.

▼ CLAUDE QUÉMAR

## BRÈVES

+ Il y a des parcours fascinants ! Un exemple : **Stanley Fischer**. Cet ancien Premier Directeur général adjoint du FMI, de 1994 à 2001, qui apparaît plusieurs fois dans le film *Life and debt*, est ensuite devenu numéro 2 de Citibank, premier groupe bancaire mondial. En janvier 2005, il a été nommé gouverneur de la Banque d'Israël... Qui dit mieux ?

+ En **Argentine**, le plan du gouvernement pour la restructuration de sa dette privée (81,8 milliards de dollars) s'est achevé le 25 février. Non remboursés depuis décembre 2001, les créanciers privés rechignaient à abandonner près de 70% de leurs créances, mais petit à petit, ils se sont dit que c'était mieux que de tout perdre. D'autant que le gouvernement a verrouillé la situation en faisant voter une loi interdisant toute proposition future plus favorable aux créanciers et tout accord avec ceux qui auraient refusé la proposition actuelle. Les créanciers privés risquaient donc de se retrouver avec des morceaux de papier sans valeur. Première estimation : les trois quarts ont accepté, ce qui est un réel succès pour le président Kirchner. L'intransigeance a payé. A quand le tour des autres pays endettés qui n'ont pas manqué d'observer que l'Argentine s'en sort seule, loin des recommandations du FMI ?

▼ DAMIEN MILLET

## Adhérer, un vrai geste civique !

B17

Nom (en capitales) : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Mel : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

☐ Adhère au CADTM France : ☐ 10 euros ☐ 5 euros (petits revenus)

☐ M'abonne aux publications du CADTM : ☐ 38 euros ☐ 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**